



INTERNATIONAL CENTRE FOR
TRADE AND SUSTAINABLE
DEVELOPMENT



enda-tiersmonde

Passerelles

Synthèse Mensuelle Bulletin Électronique

Décembre 2002

Volume 1, Numéro 10

LIGNE DE FOND _____ 1

Accès Aux Médicaments Essentiels : Un Consensus Introuvable Après Plusieurs Rounds De Négociations 1

Conseil Des Services : Les Membres S'Opposent Encore Sur Les Modalités De L'Octroi Des Crédits Pour La Libéralisation Autonome _____ 4

NOUVELLES DE L'OMC _____ 6

Réexamen Du Traitement Spécial Et Différencié : A Quelques Semaines Du Délai De Référence, Les Membres Toujours A La Recherche D'Un Consensus 6

Agriculture : Les Membres S'Interrogent Sur Leur Capacité A Respecter L'Echéancier De Doha _____ 8

Après Le Comité Des Négociations Commerciales, Le Conseil Général Tire Le Bilan Du « Round De Doha Pour Le Développement » _____ 11

SUR LE FIL _____ 13

La Proposition Américaine Sur Les Tarifs Douaniers Essuie La Critique Des Pays En Développement _____ 13

Comité Des Pratiques Antidumping : Les Membres Adoptent De Nouvelles Recommandations Concernant Les Examens Annuels De L'Accord Antidumping _____ 14

EVENEMENTS _____ 15

PUBLICATIONS _____ 16

LIGNE DE FOND

Accès Aux Médicaments Essentiels : Un Consensus Introuvable Après Plusieurs Rounds De Négociations

Alors que l'on s'approche à grand pas du délai de référence du 31 décembre convenu à Doha pour trouver une solution pratique à l'accès des pays dépourvus de capacité de production aux médicaments essentiels, les négociations au sein du Conseil des ADPIC sont toujours dans l'impasse du fait des divergences sur plusieurs points particulièrement importants. En effet, après plusieurs sessions de négociations formelles et informelles, commencées depuis le 10 puis le 25 novembre, les membres campent toujours sur leurs positifs quant aux modalités pour l'interprétation et la mise en œuvre du paragraphe 6 de la déclaration ministérielle de Doha.

Les principaux points d'achoppement, nombreux et complexes, portent sur : la portée et le champ d'application des licences obligatoires (à savoir, quels médicaments, pour traiter quelles maladies et l'inclusion des diagnostics), les critères d'éligibilité pour les pays bénéficiaires, en particulier les pays en transition et les pays en développement à revenu élevé membres, la question de savoir si les pays développés, ainsi que les pays en développement, pourraient fournir les médicaments, les sauvegardes contre le détournement de trafic à la fois dans les pays d'exportation (à travers les contrôles obligatoires de la quantité fabriquée et celle exportée, ainsi que sur l'étiquetage/la présentation) et les pays d'importation – (à travers des contrôles – peut-être obligatoires – de la distribution), de même que des

Pour vous abonner, envoyez un courrier électronique à l'adresse suivante : passerelles@ictsd.ch Dans la ligne « Objet », écrivez simplement: subscribe
Pour vous désinscrire, envoyez un courrier électronique à l'adresse suivante : passerelles@ictsd.ch Dans la ligne « Objet », écrivez simplement: unsubscribe

dispositions relatives aux notifications et à l'information en direction des détenteurs de droits.

Alors que les Etats Unis, l'Union européenne, la Suisse, le Japon et l'industrie pharmaceutique penchent en faveur d'une solution au « cas par cas » lors de situations d'urgence sanitaire, les pays en développement, soutenus par la France, l'Organisation mondiale de la santé ainsi que nombreuses ONG dont notamment, Oxfam, Act Up, MSF etc. défendent quant à eux une véritable exception au droit des brevets sur les médicaments.

Dans la déclaration de Doha sur l'Accord sur les ADPIC et la santé publique, les membres ont reconnu que les pays ayant des capacités de fabrication insuffisantes pourraient avoir des difficultés à user effectivement du droit de délivrer des licences obligatoires pour la production de médicaments génériques. C'est notamment le cas de l'écrasante majorité des pays africains qui ne disposent que d'une industrie pharmaceutique balbutiante ou tout simplement inexistante. Pour cette raison, la conférence avait donné instruction au Conseil des ADPIC de trouver une solution rapide à ce problème et de faire rapport au Conseil général avant fin 2002.

La grande majorité des membres de l'OMC ne dispose pas de capacité de fabrication de médicaments et est donc obligée de recourir à des pays producteurs pour en importer, en se conformant aux dispositions prévues par l'accord. Les règles contenues dans l'accord exigent que la législation nationale prévoie certaines normes de protection minimales, mais elles offrent une très grande latitude quant à la façon de mettre en oeuvre ces normes. Dans chaque domaine de la propriété intellectuelle, les gouvernements ont le droit d'assujettir les droits à des exceptions, à des exclusions et à des limitations, par exemple dans les situations d'urgence nationale, en cas d'utilisation publique à des fins non commerciales ou pour remédier à des pratiques anticoncurrentielles. Ils peuvent le faire, par exemple, au moyen de la concession de licences obligatoires, de régimes d'épuisement ou d'autres

types d'exceptions, au titre des articles 30 et 31 des ADPIC, et pourvu que certaines conditions soient remplies.

Les pays en développement sont en général favorables à une solution basée sur deux alternatives, qui prévoient des possibilités limitées de porter atteinte aux droits conférés par les brevets. D'une part, sur la base de l'article 30 de l'accord ADPIC, qui dispose que « les membres pourront prévoir des exceptions limitées aux droits exclusifs conférés par un brevet, à condition que celle-ci ne porte pas atteinte de manière injustifiée à l'exploitation normale du brevet...compte-tenu des intérêts légitimes des tiers ». Sur cette base, deux voies ont été explorées : 1) un moratoire sur le règlement des différends pour toute action destinée à favoriser l'accès aux médicaments ; 2) une dérogation au titre de l'article IX de l'OMC, similaire à celle obtenue par l'Accord de Cotonou signé entre l'UE et les pays ACP lors de la conférence ministérielle de Doha.

D'autre part, sur la base de l'article 31 de l'Accord ADPIC, qui prévoit « d'autres utilisations de l'objet du brevet sans autorisation de détenteur du droit, y compris l'utilisation par les pouvoirs publics », mais qui, en son alinéa f, n'autorise cette utilisation que « principalement pour l'approvisionnement du marché intérieur du membre qui a autorisé cette utilisation », qui limite fortement la réexportation des médicaments fabriqués sous une licence obligatoire.

Ces deux schémas prévoient cependant des mesures de sauvegardes afin d'éviter le détournement des produits pharmaceutiques de leur destination initiale et leur réexportation vers d'autres marchés.

Controverses autour du rapport du président

Le président du Conseil des ADPIC, l'ambassadeur Eduardo Pérez Motta (Mexique) a transmis aux Membres un projet de texte juridique en vue d'une Décision éventuelle du Conseil général sur le paragraphe 6. Le projet de texte comprend un moratoire sur les différends concernant toute mesure prise en conformité avec les dispositions

d'une dérogation possible. Ce moratoire resterait en vigueur jusqu'à ce qu'un amendement à l'Accord sur les ADPIC aient été accepté par tous les Membres. Le projet de texte ne contient pas de date limite à laquelle l'amendement devrait être en place, ce qui a conduit un observateur à noter que cette omission allait à l'encontre du mandat défini dans la Déclaration de Doha, qui charge le Conseil des ADPIC de trouver une solution rapide d'ici fin 2002.

En outre, la formulation du texte ne fait référence qu'à un amendement en général, ce qui d'une part limite le champ des possibilités (c'est-à-dire, aucune interprétation comme préconisé par le Brésil et d'autres pays), et de l'autre, permet une flexibilité pour déterminer quel article amender (c'est-à-dire les articles 30 ou 31).

Le président avait choisi la solution du moratoire combiné à un amendement à partir de trois options juridiques possibles qu'il avait identifiées dans une note du 10 novembre : un amendement de l'article 31(f) combiné à une dérogation ou à un moratoire provisoire, en attendant l'entrée en vigueur d'un amendement ; une interprétation convenue de l'article 30 ; ou une dérogation de longue durée à l'obligation découlant de l'article 31(f).

Si la plupart des pays ont manifesté leur volonté d'accepter la solution du moratoire combiné à un amendement, ils ont eu des divergences sur le calendrier et sur le point de savoir si l'amendement était nécessaire.

Éligibilité et champ d'application

Selon le projet de texte du président, tous les PMA seraient automatiquement éligibles en tant qu'importateurs, alors que tous les autres Membres seraient éligibles à la suite d'une notification unique à l'OMC). Le projet de texte le plus récent énonce également dans son préambule que « les pays développés Membres non en transition et certains autres Membres ont fait part de leur intention de ne pas recourir au système établi par cette Décision en tant que pays importateurs Membres ». Le président a également proposé l'inclusion d'une note de bas de page qui

spécifierait quels pays souhaiteraient recourir au système et quels pays n'y auraient recours que dans des circonstances spécifiques, comme cela a été préconisé en particulier par les États-Unis et l'UE. Les pays en transition et les pays en développement à revenu élevé Membres se sont opposés à l'inclusion de toute catégorie de pays non officiellement reconnue par l'OMC.

Les Membres sont également restés divisés sur les maladies qui devraient être couvertes dans la solution permanente. Les États-Unis ont proposé un texte pour remplacer le paragraphe 1b (« Membresimportateurs éligibles») qui comprendrait une formulation sur les circonstances prévalant dans les pays éligibles, c'est-à-dire pour prendre en compte le VIH/SIDA, le paludisme, la tuberculose et des maladies infectieuses similaires. Cette proposition répond aux préoccupations de l'industrie pharmaceutique concernant un mécanisme large qui inclurait tout type de maladie (c'est-à-dire également le cancer ou l'asthme). Plusieurs Membres se sont fortement opposés à cet amendement au motif qu'il compromettrait le but et les objectifs de la Déclaration sur les ADPIC et la santé publique, qui fait référence aux « mesures pour protéger la santé publique (paragraphe 4).

Négociations post-dérogation

Une autre question litigieuse a trait à la solution permanente – un amendement de l'Accord sur les ADPIC, selon le projet de texte du président - qui remplacerait la dérogation provisoire (article 11 du projet de texte du 24 novembre). Dans ce contexte, le président a proposé pour l'article 11 une autre formulation, qui établit clairement que les négociations ne seraient pas liées à « l'initiative prise comme un tout » lancée l'an dernier, lors de la Conférence ministérielle de Doha.

Toutefois, le projet de texte laisse ouvertes les dates du démarrage des négociations et de l'adoption de l'amendement. Si certains pays, tels que l'UE, préféreraient voir les négociations démarrer immédiatement après l'adoption de la dérogation, d'autres souhaitent reporter la date de démarrage afin d'évaluer d'abord l'expérience acquise concernant la dérogation. Certains

Membres ont évoqué la possibilité de laisser ouverte la formulation de la solution permanente, permettant donc également de prendre en compte une interprétation faisant foie de l'article 30, comme préconisé par le Brésil et d'autres pays.

Face à l'étendue des divergences et au blocage des négociations, le président du Conseil général, Sergio Marchi a donné, le 12 décembre un dernier délai de huit jours pour parvenir à un accord sur l'accès aux médicaments essentiels. C'est donc à la date du 20 décembre que les membres espèrent trouver une solution définitive à cette question avant de se disperser pour les vacances de fin d'année.

Conseil Des Services : Les Membres S'Opposent Encore Sur Les Modalités De L'Octroi Des Crédits Pour La Libéralisation Autonome

Les membres réunis au sein de la session spéciale du Conseil du commerce des services (CCS), du 9 au 12 décembre, n'ont pas été, une fois de plus, en mesure de s'accorder sur une proposition du président, l'ambassadeur Jara, portant sur la mise en place de modalités d'obtention de crédits pour la libéralisation autonome. Le projet de texte du président place le groupe des pays développés et des pays en développement sur le même pied, même s'il ajoute que les Membres, en octroyant des «crédits», devraient tenir pleinement compte des flexibilités accordées aux pays en développement aux termes de l'Accord général sur le commerce des services (AGCS) (particulièrement celles énoncées dans les articles IV et XIX :2 de l'AGCS), et « du plus faible niveau de développement des pays en développement Membres pris à titre individuel, particulièrement les moins avancés d'entre eux-ci. ». Cette formulation avait été ajoutée au projet de modalités antérieur en raison de pressions exercées par un groupe de 24 pays en développement exigeant – au moins – que la pleine réciprocité ne soit pas requise des pays en développement recevant des demandes de «

crédits» des pays développés partenaires. L'on se rappelle que lors de la session spéciale du CCS du 28 octobre 2002, ces 24 pays avaient bloqué la proposition du président et déposé une liste de choix alternatifs possibles pour l'établissement des modalités d'octroi de « crédits » - une initiative que plusieurs autres Membres auraient saluée comme une « avancée positive. ».

Le dernier projet de texte du président a encore buté sur les mêmes réticences venant des pays en développement. La Zambie a, dans ce cadre déposé, une nouvelle proposition relative au traitement en faveur des PMA dans les négociations sur les services, proposition également qualifiée « d'intéressante » par les partenaires commerciaux clés.

Modalités d'octroi des Crédits pour la libéralisation autonome

La question de la portée des modalités et des « crédits » pour une libéralisation autonome a souvent constitué un point d'achoppement entre les membres. Le projet de texte révisé du président sur les modalités, publié le 20 Novembre, (JOB(02)/35/Rev.2), est donc venu, après une année et demi de blocage dans les discussions sur la libéralisation autonome, baliser de nouvelles pistes pour faire avancer les négociations. Les Membres ont jusqu'ici été divisés sur quatre principales questions laissées non résolues dans un débat antérieur sur la manière de traiter la libéralisation des services entreprise unilatéralement par les pays depuis la conclusion du cycle d'Uruguay. Les quatre questions sont les suivantes : Membres ayant récemment accédé; « crédits » pour les pays développés; concessions sur le commerce des marchandises; et engagements contraignants en matière de libéralisation autonome.

Un des questions majeures à laquelle le texte tente d'apporter une réponse est celle de savoir si tous les Membres ou seulement les pays en développement devaient être habilités à bénéficier de «crédits» pour la libéralisation autonome. Le texte propose un traitement égal pour tous les membres mais prévoit quelques flexibilités en

faveur de certains pays en développement membres.

Des pays comme le Brésil, l'Argentine, l'Inde, le Pakistan, l'Égypte, l'Indonésie et la Thaïlande, auraient toutefois rejeté la nouvelle formulation, considérant qu'elle renferme la notion de gradation (c'est-à-dire de traitement différencié) entre pays en développement mêmes – une idée récemment promue par des Membres tels que l'UE, les États-Unis dans le cadre général de la série de négociations de Doha. Les grands pays en développement se sont plutôt dits en faveur du « niveau de développement plus faible des pays en développement » dans l'ensemble, et pas seulement de pays en développement « individuels » Membres.

En outre, certains pays de l'Est Membres, notamment la Hongrie et la Bulgarie – appuyés par le bloc commercial européen – n'ont pas été d'accord sur le texte proposé, car ils revendiquaient également la nécessité d'un certain degré de flexibilité pour les économies en transition. Un observateur a signalé que le président de la session spéciale s'était dit « déçu des chipotages des Membres dans la négociation d'une décision politique qui de toute manière n'était pas juridiquement exécutoire ». Néanmoins, selon les explications d'un délégué, les pays en développement feraient toujours pression pour une formulation en matière de traitement spécial et différencié plus favorable dans les modalités relatives à la libéralisation autonome pour au moins éviter la possibilité de voir « les pays développés Membres retourner toute la question des « crédits » contre les pays en développement. »

Traitement spécial en faveur des PMA

C'est la Zambie, au nom des PMA, qui a déposé une proposition informelle sur des modalités pour un traitement spécial en faveur des PMA dans les négociations sur les services en cours (JOB(02)/205). S'appuyant sur une communication informelle antérieure déposée par l'Ouganda (JOB/(02)/30), la Zambie a spécifié que les demandes présentées aux PMA devaient être « limitées en ce qui concerne le nombre de secteurs

et de modes de fourniture et la portée des engagements. » Pour les détails, les PMA ont exigé, entre autres, qu'il ne leur soit pas demandé de supprimer les conditions liées aux nouveaux engagements en matière d'accès aux marchés; de prendre des « engagements additionnels » aux termes de l'article XVIII de l'AGCS sur leur réglementation intérieure; qu'on leur accord un plein accès aux marchés et un traitement national dans les secteurs présentant un intérêt pour eux, spécialement dans le mode quatre (mouvement des personnes physiques); que les Membres facilitent l'accès pour les services des PMA à travers la coopération intergouvernementale et l'imposition de disciplines à « certaines pratiques d'affaires qui freinent la concurrence et donc restreignent la participation des PMA » au commerce des services; que les PMA ne soient pas tenus d'accorder des « crédits » pour la libéralisation autonome. En outre, le groupe a demandé aux Membres de financer le transfert de technologie et la formation en faveur des PMA et de les aider effectivement à mener des évaluations nationales pour renforcer leur capacité d'offre, identifier leurs intérêts en matière d'exportation et rehausser leur participation aux négociations.

Dans leurs commentaires préliminaires sur la proposition zambienne, des Membres tels que l'UE, les États-Unis et le Japon ont généralement réservé un accueil favorable au document qu'ils ont qualifié de contribution intéressante et utile reflétant l'intérêt que les PMA portent aux négociations et leur désir d'y participer. Toutefois, ont-ils déclaré, plusieurs questions soulevées, particulièrement la fourniture d'assistance technique, iraient au-delà de la portée du mandat de négociation, alors que d'autres propositions préjugeraient des résultats de négociations dans le cas de l'octroi d'un plein traitement national. L'UE a soutenu que les modalités devraient aider les PMA à participer à ces négociations et non à les exclure.

Certains Membres ont en outre spécifié qu'afin de prendre en considération les intérêts particuliers des PMA en matière d'exportation dans les offres devant être élaborées, ils devaient connaître les

intérêts des PMA dans des secteurs et modes spécifiques. En conséquence, ils ont encouragé les PMA à présenter leurs demandes aux partenaires commerciaux afin que davantage d'aide leur soit offerte en détail. D'autre part, plusieurs grands partenaires commerciaux auraient manifesté leur sympathie, par exemple, pour la proposition de ne pas rechercher de « crédits » pour la libéralisation autonome auprès des PMA Membres.

La prochaine session du CCS se réunira le 13 janvier, après les vacances d'hiver de l'OMC. Elle abordera, entre autres questions, celles qui n'ont pu être discutées lors de la sessions du 9 décembre. Les organes subsidiaires du CCS ont soumis leurs rapports annuels au Conseil. Les rapports soumis étaient les suivants : Comité du commerce des services financiers (S/FIN/8, peut être consulté à : <http://docsonline.wto.org>; Comité des engagements spécifiques (S/CSC/7); Comité des règles de l'AGCS (S/WPGR/8); et Comité de la réglementation intérieure (S/WPDR/4).

NOUVELLES DE L'OMC

Réexamen Du Traitement Spécial Et Différencié : A Quelques Semaines Du Délai De Référence, Les Membres Toujours A La Recherche D'Un Consensus

Alors que l'on s'achemine inexorablement vers le délai de référence du 31 décembre 2002 pour le réexamen des dispositions relatives au traitement spécial et différencié, les membres réunis au sein des sessions spéciales du Comité du commerce et du développement ont multiplié les délibérations et amplifié les débats dans le but de parvenir à un consensus avant la date butoir.

En juillet dernier, le Conseil général avait donné pour instruction à la Session extraordinaire de s'employer sans tarder à exécuter son mandat, énoncé au paragraphe 44 de la Déclaration

ministérielle de Doha et au paragraphe 12 de la Décision sur les questions et préoccupations liées à la mise en œuvre, de manière à pouvoir faire rapport au Conseil général avec des recommandations claires en vue d'une décision d'ici au 31 décembre 2002. Le Conseil général avait aussi donné d'autres instructions concernant notamment l'examen des propositions axées sur des accords particuliers, l'analyse et l'examen des questions transversales, la mise en place du mécanisme de surveillance, l'examen de propositions relatives aux arrangements institutionnels ainsi qu'à l'assistance technique et financière et la formation, et concernant l'examen de la façon dont le traitement spécial et différencié peut être incorporé dans l'architecture des règles de l'OMC.

Depuis le rapport à la quatrième réunion du Comité des négociations commerciales (CNC) des 3 et 4 octobre derniers, la Session extraordinaire du Comité du commerce et du développement (CCD) a tenu un nombre record de réunions formelles et informelles, les 7 et 18 octobre, le 17 octobre, les 21 et 23 octobre, le 6 novembre, le 12 novembre, le 20 novembre, les 21 et 25, le 29 novembre et les 2 et 3 décembre 2002.

Lors de la séance des 2 et 3 décembre, les membres ont exploré la première mouture du rapport que le CCD doit soumettre au Conseil général au plus tard le 31 décembre, rapport initialement attendu à la réunion du 29 novembre. A cause de la persistance des divergences sur plusieurs points, le rapport n'a pas permis aux membres de progresser sur la base d'actions précises mais s'est borné à indiquer quelques options et pistes pour les futures discussions. Considérant cela, le président du CCD Ransford Smith de la Jamaïque a requis le report des pourparlers sur cette question à la dernière session du Conseil général de l'année 2002, session qui s'est tenue du 10 au 14 décembre.

Aux sources d'une divergence

La cause profonde de la divergence entre essentiellement les principaux pays développés et la plupart des pays en développement porte sur les modalités et la démarche à suivre pour traiter les

85 propositions et plus soumises à ce jour aux sessions spéciales du CCD. (Ces propositions sont disponibles sur sous la côte TN/CTD à <http://docsonline.wto.org>). Subsidiairement, il s'agit aussi pour les membres de s'accorder sur la façon de procéder concernant le mécanisme de surveillance, qui est le seul point théoriquement approuvé dans le rapport remis au Conseil général à la date limite initiale du 31 juillet.

Comment traiter les 85 propositions et plus

La plupart des sessions durant la semaine du 25 au 29 novembre ont été entièrement consacrées à la question de savoir comment classer les propositions en catégories, afin de faciliter les progrès dans les domaines où un accord était possible. Les membres ont également examiné quelles propositions pouvaient éventuellement aller dans quelles catégories et quels délais s'appliqueraient à toute catégories après le 31 décembre. Le Kenya comme l'Inde se sont dits gênés de suivre une approche par catégories, estimant que ceci était un « réajustement » du mandat donné par les ministres à Doha. Une source présente a noté que l'Inde avait déclaré vouloir des recommandations claires sur presque toutes les propositions spécifiques à des accords – indiquant, a poursuivi la source, son acceptation tacite de l'approche.

Avec l'appui de la plupart des pays africains et des PMA Membres, un délégué africain a indiqué plusieurs fois au cours de la semaine que s'il n'y avait pas, de la part des pays développés, de volonté politique d'exécuter le mandat tel que prescrit, la meilleure solution était alors de mettre un terme maintenant aux discussions spéciales et de transmettre un rapport factuel aux ministres lors de la Cinquième Conférence ministérielle à Cancun (septembre 2003) pour leurs apports et leurs clarifications. Le délégué a expliqué que les sessions spéciales du CCD avaient été un processus très ardu au cours de la dernière année (ayant déjà été prorogée une fois de six mois) et qu'elles mobilisaient une quantité disproportionnée de ressources humaines parmi les petites délégations par rapport aux avantages qu'elles apportaient. En conséquence, en assistant à ces réunions, sa

délégation avait sacrifié la participation à d'autres comités importants, et avait donc subi une perte nette, plutôt qu'un gain. Une autre prorogation (jusqu'en 2003), a-t-il conclu, empiéterait sur le travail important requis pour l'agriculture, les services et l'accès aux marchés – ainsi que pour les préparatifs en vue de Cancun.

Propositions pour une approches par catégories

En dépit de ces réserves, deux propositions (informelles) ont été avancées pour des approches par catégories – par le Canada et la suisse respectivement. La proposition Suisse, qui a reçu un accueil favorable de la part de certains pays en développement, a suggéré une première catégorie là où un consensus semblait possible, un second pour des éléments nécessitant davantage de travail, et un troisième pour des éléments ayant des impacts sur les « droits et obligations » des Membres (et donc sur lesquels il serait difficile d'arriver à un consensus). La proposition canadienne envisageait une première catégorie de propositions qui pourraient être « prises en compte en étoffant les plans d'action, ou en donnant aux comités respectifs la possibilité de prendre en compte la question de manière appropriée et de faire rapport au CCD. » La seconde concernant les propositions portant sur les questions transversales figurant dans le paragraphe 12.1 de la Décision relative à la mise en œuvre (c'est-à-dire l'amélioration des flux d'information, l'incorporation du traitement spécial et différencié à l'architecture des règles de l'OMC, etc.). La troisième concernerait les propositions pour lesquelles le Canada estimait que « la question ou le problème [n'avait] pas été clairement démontrée ou formulée », nécessitant une analyse complémentaire ou devant peut-être être envoyée aux organes pertinents pour clarification.

Lors de la réunion du 26 novembre, il y a eu l'émergence d'une approche fondée sur les catégories qui verrait éventuellement les pays développés accepter un panier initial de questions spécifiques à des accords avant la fin de l'année (certains pays développés auraient lié ceci à l'acceptation d'un mécanisme de contrôle devant démarrer immédiatement ; voir ci-dessous). Les

propositions restantes pourraient être traitées de diverses manières, notamment en maintenant certaines ou l'ensemble des propositions au CCD pour la poursuite des négociations (avec une nouvelle date limite) et/ou en envoyant une troisième catégorie aux organes subsidiaires pour un complément de discussions. Cette troisième catégorie, a laissé entendre une source proche des négociations, contiendrait probablement tous les éléments plus litigieux (c'est-à-dire ceux ayant la plus grande importance pour les pays en développement) et pourrait avoir une date limite alignée sur la conclusion de la série de négociations (c'est-à-dire 2005). Parlant des éléments qui pourraient aller aux différents organes, un délégué d'un pays en développement a déclaré « qu'ils auraient prendraient la même voie que les questions de mise en œuvre et deviendraient tout simplement impossibles à suivre. »

Selon un délégué latino-américain, la liste initiale d'éléments potentiels préparée par le président Ransford Smith (Jamaïque) pour le premier panier qui ont été débattus oralement lors de la session du 26 novembre et qui ont mises en distribution générale par écrit le 27 – avait peu ou pas de valeur commerciale. En dépit de ceci, a-t-il poursuivi, les pays développés étaient toujours en train de réagir négativement à la plupart de ces éléments, et n'apportaient pas de suggestions concrètes sur les voies et moyens de les améliorer pour les rendre réalisables. Il a noté qu'à son avis, l'état d'esprit au sein du comité se détériorait.

Le mécanisme de contrôle devient une condition

Le mécanisme de surveillance est un élément qui pourrait s'avérer une pierre d'achoppement pour la conclusion d'un accord avant le 31 décembre. Initialement proposé par le Groupe africain, et convenu en principe dans le rapport du 31 juillet, il est passé du stade de concession accordée par les pays développés dans le premier rapport à celui de condition (pour certains pays développés) pour avancer.

Les pays en développement le considèrent comme un mécanisme pour surveiller les résultats du

mandat de Doha concernant le réexamen des dispositions relatives au traitement spécial et différencié. Le mécanisme contrôlerait tous les Membres, procédant à des analyses et faisant des recommandations sur les voies et moyens d'améliorer la capacité des pays en développement à avoir recours aux dispositions relatives au traitement spécial et différencié (y compris les mesures devant être prises par les pays développés). A ce titre, les pays en développement le perçoivent comme la dernière étape dans ce processus de réexamen, et ne souhaitent pas définir ses fonctions, sa structure et ses attributions approprié avant le moment approprié.

La plupart des pays développés, d'une part, considèrent le mécanisme ou la « procédure de contrôle » terme utilisé dans la dernière proposition américaine (TN/CTD/W/19), comme un instrument recouvrant tout, assumant un grand nombre de rôles qui autrement relèveraient de la compétence du CCD (notamment l'échange de renseignements entre les différents organes de l'OMC sur le traitement spécial et différencié et la facilitation d'une plus grande cohérence avec les organisations internationales pertinentes). En outre, la proposition américaine considère le mécanisme comme un espace pour évaluer la mise en œuvre et l'utilisation des dispositions relatives au traitement spécial et différencié par les pays en développement, ce que la plupart des pays en développement considèrent avec scepticisme. Faisant référence au nombre de tâches conférées au mécanisme dans la proposition américaine, un expert du commerce laisse entendre qu'il s'agit d'une tentative visant à paralyser le mécanisme en le surchargeant.

Agriculture : Les Membres S'Interrogent Sur Leur Capacité A Respecter L'Echéancier De Doha

Les 18 au 20 et 22 novembre derniers, des pays membres réunis en session spéciale (de négociations) au Comité de l'agriculture ont fait montre de leur scepticisme quant à leurs chances

de parvenir à un accord définitif sur des modalités de négociation d'ici à la date limite de fin mars 2003, comme indiqué dans la Déclaration de Doha. Selon certains observateurs, deux nouvelles communications, déposées par le Japon et la Norvège, pourraient être la source de nouvelles divergences dans des pourparlers déjà très fortement marqués par le commerce des produits agricoles.

Une frustration a également été ressentie sur le fait que l'UE n'avait toujours pas déposé de proposition concrète comprenant des chiffres et des cibles clairs pour les réductions supplémentaires des droits de douane et des subventions.

Les « reculades » du Japon

En dépit de sa volonté de se départir de ses positions antérieures, contenues dans ses textes préliminaires spécifiques sur l'accès aux marchés, le soutien interne et la concurrence à l'exportation, certains membres ont jugé que les nouvelles propositions japonaises constituent « un pas en arrière » dans les négociations en cours sur l'agriculture. En conformité avec l'approche de son groupe « Amis de la multifonctionnalité » – qui comprend l'UE et la Suisse – le Japon a déclaré qu'il ne pourrait convenir du recours à ce que l'on appelle la « Formule Suisse » pour les réductions tarifaires, comme l'ont proposé les Etats-Unis et le Groupe de Cairns de producteurs agricoles, en juillet de cette année. Le Japon a également indiqué qu'il souhaitait « maintenir le cadre fondamental actuel des Catégories verte, bleue et ambre [c'est-à-dire « un appui ayant tout au plus des effets de distorsion minimale sur les échanges » ; « un appui ayant moins d'effet de distorsion sur les échanges et lié à la production » ; et « un appui ayant des effets de distorsion sur les échanges » respectivement] et que la formule de réduction du Cycle de négociations d'Uruguay (c'est-à-dire une réduction moyenne sur tous les produits et une réduction minimale pour chaque produit) ne devrait être utilisée que pour la réduction de l'appui ayant des effets de distorsion sur les échanges.

En outre, le Japon a exigé plusieurs modifications aux dispositions de l'Accord sur l'agriculture, par exemple dans le domaine de la sauvegarde agricole spéciale et dans des engagements en matière d'accès minimal. Sur la sauvegarde agricole spéciale, qui ne s'applique actuellement qu'aux produits déclarés qui ont été « tarifés » durant le Cycle d'Uruguay, le Japon a déclaré qu'il aimerait la clause de sauvegarde étendue pour couvrir également tous les produits saisonniers et périssables. Il a en outre proposé de réduire les contingents d'importation de riz en accès minimal de 7,2% actuellement à 5% de la consommation intérieure, ainsi que « de supprimer d'accès supplémentaire due à des retards de tarification ». Au titre de l'annexe 5 de l'Accord sur l'agriculture, le Japon a bénéficié, en raison de son secteur rizicole sensible, d'un « traitement spécial » qui l'exempte de l'obligation de convertir toutes les mesures aux frontières en droits de douane ordinaires durant le Cycle d'Uruguay. Toutefois, le Japon devait maintenir et accroître progressivement les opportunités en matière d'accès minimal pour les exportateurs de riz sur le marché japonais. Dans leurs réponses à la proposition japonaise, les Etats-Unis et le Groupe de Cairns ont exhorté leur partenaire commercial à présenter des cibles spécifiques dans les réductions tarifaires et dans d'autres domaines, le Japon proposant plutôt de se pencher sur la question de savoir quel formule utiliser – la formule Suisse ou le Cycle d'Uruguay.

Nouveau document du Groupe de pays animés du même esprit (Like-Minded Group)

Le Like-Minded Group (LMG) de pays en développement, regroupant des Membres tels que le Pakistan, le Nigeria, le Venezuela et le Sri Lanka, ont déposé une communication compilant et détaillant des propositions antérieures. Entre autres, le Groupe a proposé de d'abaisser tous les tarifs de 50% en trois ans, avec des réductions supplémentaires sur une base moyenne de 50% supplémentaires et un taux minimal de 20% à partir de ce seuil. Selon leur proposition, les pays en développement devraient être en mesure d'exclure certains produits agricoles des engagements de réduction afin de prendre en

compte les objectifs de sécurité alimentaire, de développement rural, d'allègement de la pauvreté. Autrement, ils devraient disposer de la flexibilité d'appliquer des taux de réductions inférieurs à ceux des pays développés Membres.

Sur le soutien interne, le Like-Minded Group a proposé un plafond global sur le soutien des Catégories ambre, bleue et verte à 10% de la valeur de la production agricole. Concernant la Catégorie verte, tout soutien fourni par un pays en développement devrait être considérées comme ayant tout au plus des effets de distorsion minimale sur les échanges, à la condition que la productivité du pays soit inférieure à la moyenne mondiale et que les exportations du produit bénéficiant d'un soutien représentent moins de 3,25% du commerce mondial de ce produit pendant 5 années consécutives. En outre, selon le Groupe, plusieurs catégories de soutien au titre de la Catégorie verte devraient être supprimées de l'annexe de l'Accord sur l'agriculture (la Catégorie verte) et d'autres devraient être modifiées, avec un traitement spécial et différencié accordé aux pays en développement.

Le LMG a également exigé l'extension de la Catégorie de traitement spécial et différencié (article 6.2 de l'Accord sur l'agriculture) pour supprimer le soutien au titre de la Catégorie bleue et réduire celui au titre de la Catégorie ambre sur une base désagrégée. Ils ont toutefois déclaré que les pays en développement seraient autorisés à maintenir les engagements au titre de la Catégorie ambre au niveau global. Le Groupe a également détaillé sa proposition de remplacer la sauvegarde spéciale par un nouveau mécanisme de sauvegarde auquel seul les pays en développement pourraient prétendre.

L'Union européenne sur la sellette

Face aux diverses pressions que subit l'UE pour présenter avant fin décembre des propositions chiffrées sur la diminution progressive de ses subventions agricoles, les commissaires européens Pascal Lamy et Franz Fischler ont promis que les quinze feront de leurs mieux pour se conformer à leurs engagements. La réforme de la politique agricole commune en cours d'élaboration va dans

trois directions principalement : accroissement de l'accès des pays tiers au marché de l'Union, réduction des soutiens internes aux agriculteurs et diminution des soutiens à l'exportation en vue de leur élimination définitive. Prise dans le corset des décisions du sommet de Bruxelles d'octobre dernier, qui a mis un bémol à ses projets de réforme anticipée de la PAC d'ici 2006 et fixé, pour 2007- 2013, un plafond annuel d'une quarantaine de milliards d'euros pour les mesures de soutiens aux marchés et les paiements directs aux exploitants agricoles.

Au sein des Quinze, ce plafond est interprété par les partisans de ces subventions comme une garantie de maintien des aides directes, même si l'élargissement impliquera un partage du gâteau entre davantage d'agriculteurs.

Un consensus toujours en vue ?

Dans une déclaration présentée le 19 novembre, la Suisse a exhorté les Membres à reconnaître que si l'on souhaitait une série de négociations rapide, ils devaient « examiner et s'appuyer sur ce que nous avons déjà comme consensus émergent », au lieu d'insister sur l'application d'une approche de la formule suisse « un modèle pour tous » pour les produits agricoles, en éliminant les Catégories ambre et bleue et en modifiant de manière significative la Catégorie verte. Selon la Suisse « il nous faudrait beaucoup de temps pour arriver à nous mettre d'accord sur les modalités ». La Suisse a souligné, entre autres, certaines perceptions communes, par exemple le fait que de nouvelles disciplines devraient être élaborées pour les crédits à l'exportation et que les « éléments essentiels » de la Catégorie verte devaient être conservés. Certaines sources dans les milieux du commerce ont en outre indiqué que – essentiellement en raison de la pression exercée par le groupe de Cairns – l'éligibilité à la catégorie du traitement spécial et différencié pour les pays en développement devraient fondamentalement rester inchangée et non étendue. On a également déclaré qu'il n'y avait peu de chances d'un accord sur le concept d'une nouvelle sauvegarde spéciale pour les pays en développement, comme proposé par le LMG ou sur l'idée d'un Mesure compensatoire en

matière de traitement spécial et différencié, comme cela a été proposé par des pays tels que l'Argentine et les Philippines, spécialement du fait que certains Membres, dont les Etats-Unis, ont indiqué qu'ils n'appuieraient pas un tel régime dépourvu de tout type de « critère du dommage ».

Vers Cancun

Selon des sources, le président de la session spéciale du Comité de l'agriculture, Stuart Harbinson, a déclaré qu'en préparant le document de synthèse, il ferait le tri dans les positions périphériques présentées par les Membres et se concentrerait sur les positions dans le courant dominant. Des sources ont en outre indiqué que le Japon a l'intention de tenir une mini-Ministérielle mi-février à Tokyo, réunion qui rassemblerait à la fois les ministres de l'agriculture et du commerce d'un groupe choisi de Membres, en vue de susciter davantage de consensus avant qu'Harbinson ne présente son premier projet de modalités, fin février. Néanmoins, les sources n'attendent pas beaucoup de résultats de cette initiative, spécialement du fait que l'on suppose que l'UE n'aura pas de nouveau mandat de négociation avant une réunion du Conseil de l'UE prévue pour mars de l'année prochaine. En conséquence, ont averti des observateurs, on ne devrait pas s'attendre à des modalités avec des cibles et des chiffres concrets découlant de la réunion de mars 2003, ou avant la prochaine Conférence ministérielle devant se tenir à Cancun, au Mexique.

Les Membres sont actuellement en train de se réunir pour aborder les questions nécessitant un suivi depuis les réunions « basées sur les piliers », ainsi que pour permettre aux Membres de prendre en compte les questions transversales.

Après Le Comité Des Négociations Commerciales, Le Conseil Général Tire Le Bilan Du « Round De Doha Pour Le Développement »

Le Conseil général de l'OMC s'est réunie pour sa dernière réunion de 2002 les 10 et 11 décembre derniers pour se pencher sur, entre autres sujets, l'état d'avancement des discussions sur les différents thèmes du programme de Doha pour le développement. Si des progrès ont été réalisés sur quelques questions mineures, telles que les accessions, le Conseil est resté bloqué sur des questions majeures présentant un intérêt pour les pays en développement, notamment les droits de propriété intellectuelle et l'accès aux médicaments, le traitement spécial et différencié et les questions de mise en œuvre. Les Membres restent divisés sur ces domaines litigieux pour lesquels des décisions doivent être prises d'ici la fin de l'année.

Le Conseil général s'est réunie une semaine seulement après une réunion du Comité des négociations commerciales (CNC), tenue du 4 au 6 décembre, qui a fait un bilan des négociations dans divers organes de l'OMC et qui a également rencontré des blocages sur des questions similaires, en particulier les préoccupations en matière de mise en œuvre des pays en développement.

Au moment où se tenaient ces réunions, plusieurs questions particulièrement importantes pour les pays en développement sont dans l'impasse et risquent de compromettre la poursuite du Round de Doha pour le développement. Il s'agit notamment des négociations en cours sur l'accès aux médicaments essentiels pour les pays ayant une faible capacité de production de médicaments ou n'en disposant pas, tels qu'il est prévu dans le paragraphe 6 de la Déclaration de Doha. Ni le Conseil général, ni le CNC n'ont jusqu'ici été en mesure de résoudre ces questions.

Blocage de la mise en œuvre sur les indications géographiques au CNC

Les présidents des organes de négociation respectifs ont présenté leurs rapports au CNC, en peignant un

tableau limité et non équilibré des progrès réalisés à ce jour sur le mandat de Doha. Selon le président du CNC/directeur-général de l'OMC – Supachai Panitchpakdi, « il nous faut davantage de clarté dans les positions de négociation pour que nous commencions à établir un consensus. » Quarante-six délégations ont fait des interventions, avec beaucoup d'accent sur la lenteur des progrès dans l'agriculture, les ADPIC et la santé, et le traitement spécial et différencié.

La mise en œuvre – l'ordre point de l'ordre du jour du CNC – a également semblé bloqué. Les débats sur les près de 80 questions de mise en œuvre que les Membres ont convenu d'aborder dans une décision de Doha, en novembre dernier, se sont polarisés essentiellement sur la volonté de l'UE de faire des indications géographiques pour certains produits un élément de négociation. L'UE, associée à d'autres pays pour la plupart européens qui veulent étendre les indications géographiques à d'autres produits que les vins et spiritueux, a proposé de transférer toutes ces questions de mise en œuvre de leurs organes respectifs au CNC, et d'arriver à un accord sur ces questions d'ici août 2003. Une telle démarche regrouperait effectivement les questions de mise en œuvre avec d'autres questions en négociation devant être abordées lors de la Cinquième Conférence ministérielle de l'OMC à Cancun, en septembre 2003.

L'Inde, le Brésil et de nombreux autres pays en développement Membres qui sont en train de faire pression en vue d'un accent accru sur la mise en œuvre, ont soutenu la proposition de l'UE, l'Inde souhaitant que les questions de mise en œuvre soient traitées lors des sessions spéciales du CNC.

Cependant, les Etats-Unis, l'Australie, la Nouvelle Zélande et de nombreux pays latino-américains exportateurs de produits agricoles ont désapprouvé cette approche, essentiellement en raison de leur opposition à la tentative européenne de transfert des indications géographiques au CNC. Le Mexique et d'autres pays ont averti que toute tentative de transfert des questions de mise en œuvre au CNC pourrait encombrer l'agenda de

Cancun et surcharger les ministres. Supachai, également soucieux de ne pas surcharger la Conférence ministérielle de Cancun, a indiqué qu'il mènerait des consultations sur les voies et moyens de faire avancer le processus et que le CNC réexaminerait la question lors de sa prochaine session, actuellement prévue les 4-5 février 2003.

Adoption des directives sur l'accession des PMA

L'adoption des procédures d'accession semble être l'une des rares questions où les membres peuvent trouver rapidement un accord. En effet, en dépit de l'impasse sur les ADPIC et la santé publique et sur le traitement spécial et différencié, le Conseil général a néanmoins approuvé, le 10 décembre, de nouvelles directives définissant les procédures d'adhésion à l'OMC pour les pays les moins avancés (PMA). Les procédures d'accession simplifiées et accélérées visent à aider à l'intégration des PMA dans l'économie mondiale, qui a été identifiée comme un objectif principal à la Conférence ministérielle de l'OMC en novembre 2001. La Conférence ministérielle de Doha a également défini le mandat de négociation pour les directives, dans le cadre du Programme de travail sur les PMA. Les directives, qui prendront effet immédiatement, portent sur l'accès aux marchés, les règles de l'OMC, l'assistance technique liée au processus et au commerce, et la constitution de capacité. Elles exemptent les PMA de concessions ou d'engagements excessifs concernant l'accès aux marchés, accordent des périodes et des arrangements transitoires eu égard aux règles de l'OMC, et prévoient un appui et une assistance technique tant pour le processus d'accession que pour l'intégration générale au système commercial multilatéral.

Les directives (WT/COMTD/LDC/12, accessibles à : <http://docsonline.wto.org>), ont été transmises par le sous-comité des PMA, où elles ont été convenues le 2 décembre, suite à des négociations présidées par l'ambassadeur Johan Molander de la Suède.

Transparence interne

A la suite de l'adoption d'une note du président sur les procédures de nomination des directeurs généraux (WT/GC/W/482/Rev.1), les Membres ont entamé un long débat sur deux questions qui restent non résolues. En premier lieu, selon les Membres, il reste à clarifier la question de savoir si, oui ou non, il devrait y avoir une rotation des directeurs généraux entre pays développés et pays en développement. Les pays en développement font valoir que ceci serait la « première force motrice » pour les nominations de directeurs généraux. En second lieu, des pays ont souligné l'absence de clarté qui entoure la question du vote, spécialement l'expression « procédures additionnelles pour le vote, devant être décidées au besoin. » Selon les Membres, ceci laisse le processus ouvert à interprétation et sape effectivement la communication. Un second document – Lignes directrices pour la nomination des cadres des organes de l'OMC (JOB(02)198/Rev.1) – a été adopté sans débat.

Toutefois, un troisième document, présenté par le président « Transparence interne et participation effective des Membres - Processus préparatoire à Genève et Procédures de négociation lors des Conférences ministérielles » n'a pas été approuvé. Certains Membres se sont demandés si leurs points de vue avaient été pleinement pris en compte dans le document, et la Bulgarie et l'Inde se sont dits préoccupés du fait que le processus décrit dans le texte du président laisserait trop ouverte la question des réunions informelles restreintes. L'Inde a déclaré souhaiter poursuivre les consultations pour arriver à d'autres lignes directrices. Des sources à l'OMC ont indiqué que cette question avait peu de chance d'être résolue avant Cancun.

SUR LE FIL**La Proposition Américaine Sur Les Tarifs
Douaniers Essuie La Critique Des Pays
En Développement**

Le 2 décembre dernier, au cours d'une session du Groupe de négociation sur l'accès aux marchés, les Etats Unis ont soumis une proposition de négociations portant sur l'abolition des tarifs douaniers sur les produits de consommation et industriels d'ici 2015. Cette position a été annoncée une semaine auparavant à Washington par Robert Zoellick, le représentant américain pour le commerce, lors de d'une conférence de presse.

Le plan américain prévoit une abolition progressive en deux phases. La première allant de 2005 à 2010 qui consistera à réduire et harmoniser tous les tarifs douaniers des produits de consommation et industriels. Durant cette phase, les Etats Unis proposent d'abolir les tarifs dont le montant est inférieur ou égal à 5%. Pour les montants supérieurs, une formule d'harmonisation est prévue pour réduire toutes les taxes encore existantes à un montant inférieur ou égal à 8% imposables sur les biens de consommations et produits industriels.

Les autres taxes seraient réduites de façon dégressive. Les niveaux de taxation étant ainsi rapprochés, une seconde phase, entre 2010 et 2015, amènerait l'ensemble des droits à zéro. Comparées aux propositions faites par l'Union européenne le 6 novembre, celles des Etats-Unis visent à une réduction des barrières douanières plus rapide et plus radicale, puisqu'elle aboutirait à leur disparition.

Selon l'administration américaine, la proposition de réduction progressive des tarifs s'inscrit en droite ligne du mandat de la conférence ministérielle de Doha qui, à son paragraphe 16, donne instruction aux membres de convenir de négociations qui viseront à « à réduire ou, selon qu'il sera approprié, à éliminer les droits de douane, y compris à réduire ou éliminer les crêtes

tarifaires, les droits élevés et la progressivité des droits, ainsi que les obstacles non tarifaires, en particulier pour les produits dont l'exportation présente un intérêt pour les pays en développement ». Anticipant les préoccupations de certains pays en développement dont l'équilibre budgétaire dépend en grande partie des recettes fiscales générées par les taxes douanières, les Etats Unis se sont dits disposés à adapter leur proposition au cas par cas, en particulier pour les PMA, et à appliquer un traitement spécial et différencié en faveur des dépendant fortement de ces revenus.

En se fondant en outre sur l'argument selon lequel la moitié du commerce des pays en développement se fait avec d'autres pays en développement, lesquels contribuent pour plus de 70% des droits de douane collectés dans ces échanges, les Etats Unis ont tenté de démontrer que ces pays peuvent obtenir des bénéfices significatifs en favorisant un meilleurs accès réciproque à leurs marchés. Voulant joindre l'acte à la parole, ils se sont dits prêts à mettre sur la table de négociations leurs secteurs sensibles que sont le textile, l'habillement, les chaussures et les verreries.

Mais, en dépit des efforts des Etats Unis pour persuader les autres membres de l'OMC du bien fondé de leur proposition et de l'intérêt qu'elle représente pour eux, celle-ci a été vivement critiquée par plusieurs pays en développement qui ont mis l'accent sur son « irréalisme et son iniquité ». La critique la plus radicale et la plus générale a été que le fardeau de la réduction des tarifs douaniers qui serait imposé aux pays pauvres serait beaucoup plus lourd que celui que devrait consentir les plus industrialisés.

Alors que Singapour, la Nouvelle Zélande, l'Uruguay et l'Australie se sont montrés plutôt favorables à la proposition américaine, un groupe de pays en développement comprenant l'Inde, le Brésil, la Malaisie, le Pakistan, les Philippines et le Kenya l'a, quant à lui, vivement critiquée.

Pour l'Inde, ces tarifs représentent 30 à 40 % les revenus fiscaux de certains pays. Dans un tel contexte, appeler à l'abolition de ces taxes

douanières vitales pour les pays en développement est « clairement inéquitable » et dangereux. Des sources proches des milieux du commerce ont indiqué que la Malaisie s'est dite déterminée à « conserver jalousement la protection tarifaire » de son industrie nationale tandis que le Kenya a affirmé la nécessité de protéger son industrie naissante. Se fondant sur les disparités économiques et les différences dans les niveaux de développement entre les pays, les Philippines ont, elles aussi, estimé que le plan américain n'est pas en phase avec la réalité d'un « monde marqué par la pauvreté, le déficit de développement et les problèmes socio-économiques ».

À la Conférence ministérielle de l'OMC à Doha, les ministres se sont entendus pour inclure dans les nouvelles négociations pour les produits non agricoles la réduction, voire l'élimination des droits de douane, notamment en ce qui concerne les crêtes tarifaires, les tarifs élevés, la progressivité des droits, enfin, les barrières non tarifaires. Par « produits non agricoles », on entend toute la gamme de produits « industriels », incluant les produits de la forêt et les produits de la pêche.

Comité Des Pratiques Antidumping : Les Membres Adoptent De Nouvelles Recommandations Concernant Les Examens Annuels De L'Accord Antidumping

Lors de la séance du comité des pratiques antidumping du 27 novembre 2002, les membres ont procédé à l'adoption d'une série de recommandations portant sur les examens annuels de la mise en œuvre et du fonctionnement de l'Accord antidumping, conformément au paragraphe 7.4 de la Décision ministérielle du 14 novembre 2001 sur les questions et préoccupations liées à la mise en œuvre .

Aux termes de ce paragraphe, les membres de l'OMC notent que « l'article 18.6 de l'Accord sur la mise en œuvre de l'article VI de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994

exige que le Comité des pratiques antidumping procède chaque année à un examen de la mise en œuvre et du fonctionnement de l'Accord en tenant compte de ses objectifs. Il est donné pour instruction au Comité des pratiques antidumping d'élaborer des lignes directrices pour l'amélioration des examens annuels et de faire part de ses vues et recommandations au Conseil général pour décision ultérieure dans un délai de 12 mois. »

Estimant qu'il importe d'améliorer la présentation des rapports sur les mesures antidumping au titre de l'Accord et les réexamens annuels auxquels procèdent les membres, le comité a émis quatre recommandations majeures destinées à faciliter l'accès des membres et du public aux renseignements dont ils ont besoin et à améliorer la transparence dans la mise en œuvre de l'Accord. Lorsqu'il soumet son rapport annuel, au titre de 18.6, le comité doit veiller à inclure dans le tableau récapitulatif des décisions prises en matière de lutte contre le dumping, outre la colonne qui indique actuellement les procédures engagées et signalées par chaque Membre, une colonne comparable indiquant le nombre des mesures antidumping abrogées qui sont signalées par chaque Membre pendant la période considérée. Si tel n'est pas le cas, les membres qui n'ont pas communiqué ces renseignements doivent signaler leurs omissions dans le rapport. Les Membres sont déjà invités à signaler le nombre des mesures abrogées dans un tableau séparé joint en annexe à leurs rapports semestriels sur les mesures antidumping. En conséquence, ces renseignements devraient figurer dans le rapport annuel au titre de l'article 18.6.

Le rapport annuel du Comité au titre de l'article 18.6 doit ensuite comprendre un graphique comparant pour chaque Membre le nombre des mesures préliminaires et finales signalées dans ses rapports semestriels avec le nombre d'avis concernant des mesures préliminaires et finales que le Membre a communiqués au Secrétariat pendant la période comparable. Concernant les pays développés Membres, ils sont appelés, lorsqu'ils signalent des décisions en matière de lutte contre le dumping dans le rapport semestriel que les Membres doivent présenter au titre de l'article

16.4, à indiquer la manière dont les obligations énoncées à l'article 15 ont été remplies. Sans préjudice de la portée ni de l'application de l'article 15, les engagements en matière de prix et les règles concernant les droits moindres sont des exemples des solutions constructives qui pourraient être incluses dans les rapports semestriels de ces Membres. Le rapport annuel du Comité au titre de l'article 18.6 devrait inclure, dans un tableau séparé, une compilation des renseignements donnés par chaque Membre à cet égard pendant la période considérée. Lorsqu'un Membre n'a pas communiqué ces renseignements, cette omission devrait aussi être signalée dans le rapport. Enfin, les membres conviennent que ces recommandations sont sans préjudice de la faculté de chacun d'eux de présenter d'autres propositions et de convenir à l'avenir d'autres recommandations visant à améliorer les examens annuels auxquels procède le Comité des pratiques antidumping.

Le 23 octobre dernier, le secrétariat de l'OMC a publié son rapport trimestriel sur les enquêtes antidumping ouvertes dans le premier trimestre de l'année 2002. Le rapport indique que du 1^{er} janvier au 30 juin 2002, 17 Membres avaient ouvert 104 enquêtes antidumping concernant les exportations de 39 pays ou territoires douaniers différents au total. Pendant la période correspondante de 2001, 19 Membres de l'OMC avaient ouvert 149 enquêtes. Sur les 104 enquêtes ouvertes pendant la période considérée, 37 l'ont été par des pays développés et 63 par des pays en développement.

EVENEMENTS

Cette rubrique présente une liste de réunions concernant le commerce et le développement durable. Elles se tiendront dans les différents organes de l' OMC ou dans d'autres organisations au cours du mois à venir. Pour avoir plus d'informations sur les prochaines rencontres relatives au commerce et au développement

durable, veuillez consulter le calendrier de l'ICTSD sur le site : <http://www.ictsd.org/cal/index.htm>.

Evènements de l'OMC

16 – 17 décembre, OMC, Genève, Organe de règlement des différends, session spéciale
17 décembre, OMC, Genève, Groupe de travail sur le commerce, la dette et la finance, session spéciale

13 janvier 2003, OMC, Genève, Comité du commerce des services, session spéciale

Evènements ailleurs

9- 17, décembre, Genève, Suisse, 4ème session du comité intergouvernemental de l'OMPI sur la propriété intellectuelle et les ressources génétiques, les savoirs traditionnels et le folklore.

Pour plus de renseignements, contactez l'OMPI. Tel : +41-22-338-9111. Fax : +41-22-733-5428. Email : WIPO.mail@wipo.int.

13 – 17 décembre, Caire, Egypte, Conférence internationale sur la promotion des meilleures pratiques de conservation et d'utilisation durable de la biodiversité dans les zones arides et semi-arides. L'objectif de cette conférence est l'approche de meilleures pratiques dans les pays en développement. Pour plus de renseignements, contactez Helen Martin. Fax : +39-040-224-0689. Email : info@twonso.org.

18 – 20 décembre 2002, New Delhi, Inde, Sustainable Agriculture, Water Resources Development, and Earth Care Policies contact: M. Moni, Tél. 91-011-4362790 ou 4360975, Fax : 91-011-4364873
E-mail : bhoovigyan@rediffmail.com , Website: <http://www.bhoovikas.nic.in>

6 – 9 janvier 2003, Addis-Abeba, Ethiopie, Forum Social Africain. Pour plus de renseignements, contacter : Taoufik Ben Abdallah : Tél : (00221) 823 57 54 – 821 70 37, E-mail : taoufik@enda.sn, <http://www.enda.sn/Forum%20social/index.htm>

13–15 janvier 2003, Louvain, Belgique, Symposium sur l'histoire et la biodiversité forestière : les défis pour la conservation. Pour plus de renseignements, contactez Sofie Bruneel, Laboratoty for Forests, Nature and Landscape research, Catholic University of Leuven. Tel : +32-16-32-97-21. Fax : 32-16-32-97-60. Email : sofie.bruneel@agr.kuleuven.ac.be. Internet : <http://www.agr.kuleuven.ac.be/lbh/lbnl/forestbiodiv/>.

21 – 23 janvier 2003, Afrique du Sud, International Symposium on Water, poverty, and productive uses of water at the household level, Contact: International Water and Sanitation Centre, Tél: 31-15-219-2939, Internet:

<http://www.irc.nl/themes/management/prodwat/index.html>

22 – 24 janvier 2003, Stellenbosch, Afrique du Sud, second international symposium on integrated water resources management, Contact: André Görgens, IAHS, Tél : : 27-21-424-5544, Email: agorgens@ing.sun.ac.za

23-27 janvier 2003, Porto Alegre, Brésil, Forum Social Mondial
<http://www.forumsocialmundial.org.br/>

23 – 28 janvier 2003, Davos, Suisse, Forum économique mondial, Email: contact@weforum.org
Web: : <http://www.weforum.org>

PUBLICATIONS

Vous trouverez dans cette rubrique des ouvrages, articles et essais récents sur le commerce et le développement durable. Si vous désirez profiter de l'espace pour annoncer un document, veuillez nous envoyer une copie à l'adresse : taoufik@enda.sn

En français :

Amin S, Houtart F, Mondialisation des résistances, l'Etat des luttes 2002, Paris, l'Harmattan, 375pages, Novembre 2002. De Seattle à Gênes, de l'Autre Davos à Porto Allègre, les protestations contre les politiques néolibérales se multiplient. En gestation depuis plusieurs années, la dynamique de convergence entre les mouvements anciens et nouveaux, urbains et ruraux, du Nord et du Sud, se cristallisent dans de nouvelles coalitions et des campagnes d'envergure internationale contre le modèle actuel de mondialisation. L'ouvrage dresse un panorama de ces luttes sociales dans les différentes régions du globe en les replaçant dans leur contexte économique et politique. Il met également en évidence l'intensification des mobilisations mondiales autour de certains enjeux globaux, de la dette extérieure à la question de l'eau, aujourd'hui instrumentalisés au profits d'intérêts privés.

CENTRE DU COMMERCE INTERNATIONAL (CCI) : Règles commerciales internationales: Manuel de réponses sur les Accords de l'OMC pour les petites et moyennes entreprises exportatrices. Janvier 2002, 136 pages

CETIM, Via Campesina, Une alternative paysanne à la mondialisation néolibérale, CETIM, octobre 2002. Pour une immense majorité des paysans du monde, les prix internationaux sont beaucoup trop bas pour leur permettre de vivre de leur travail et de renouveler leurs moyens de production, encore moins de leur permettre d'investir et de progresser. Cette concurrence entraîne le blocage de leur développement, puis leur appauvrissement allant jusqu'à la pauvreté extrême, la fin, la famine, l'exode massif et le gonflement des bidonvilles. Tel est le diagnostic implacable dressé par ce livre entre autres sujets évoqués. www.cetim.ch

CNUCED, Le développement économique en Afrique : de l'ajustement à la réduction de la pauvreté : qu'y a-t-il de nouveau ? 2002, 74 pages. Au cours des dernières années, la pauvreté dans le monde en développement a constitué un motif de préoccupation de plus en plus fort de la communauté internationale. Elle était un des

thèmes les plus importants du Sommet social de Copenhague et, plus récemment, le Sommet du millénaire a fixé comme objectif de la réduire de moitié d'ici 2015. Le présent rapport traite des mesures inscrites dans les programmes de réduction de la pauvreté. La section suivante analyse succinctement le degré de participation et de maîtrise des autorités nationales à l'égard de ces programmes et les résultats obtenus quant à la satisfaction des aspirations des pauvres. Les démarches aujourd'hui adoptées dans divers domaines de la politique économique et de la réforme des institutions sont ensuite étudiées. Les principales constatations du rapport sont présentées dans la conclusion, où est également examinée la question de savoir si la nouvelle approche constitue un progrès par rapport aux politiques d'ajustement structurel et a des chances de donner de meilleurs résultats. A télécharger à : http://www.unctad.org/fr/docs/gdsafrika2_fr.pdf

CONTROLE CITOYEN, Impact social de la globalisation à travers le monde, n°6, 2002. Ce rapport de Contrôle Citoyen est le produit de coalitions citoyennes de plus de 40 pays. Chaque rapport pays est le fruit de recherches, de consultations et de débats. Parmi les auteurs, qui viennent d'horizons divers, certains sont engagés dans la défense des droits de l'homme, d'autres dans l'organisation des populations pauvres à la base, et une autre partie dans pour des syndicats ou est engagée sur des questions de genre. Contrôle Citoyens qui suit de près les indicateurs pour chacun des engagements internationaux clés identifie dans ce rapport les domaines où il faut davantage d'efforts et les politiques qui doivent être réorientées. Ces engagements sont résumés dans trois tableaux. L'un montre la situation actuelle dans domaines clés de développement social. Le second montre les progrès et reconnaît le mérite des pays (peu nombreux) où il y a une amélioration conséquente, en dépit des conditions défavorables, dans des domaines tel que la santé, l'éducation ou l'équité de genre. Le troisième met en évidence les domaines où des décisions politiques font une différence et exprime la volonté de prendre au sérieux la mise en œuvre des engagements. Pour faire des commandes et

chercher des renseignements sur ce document,
contacter : Enda syspro2, BP :3370, Dakar,
Sénégal, E-mail:syspro2@enda.sn taoufik@enda.sn
Tél: (00221) 823 57 54

OCDE, Réforme des échanges agricoles :
comment faire bénéficier les pauvres. A paraître
3^{ème} trimestre 2002.
<http://www.oecd.org/pdf/M00029000/M00029255.pdf>

SOLAGRAL, CTA, l'agriculture au-delà du
commerce : quels enjeux et quels outils dans les
négociations agricoles de l'OMC, synthèse de la
conférence internationale du 8 au 10 janvier 2002 à
Paris. Les fonctions non marchandes de
l'agriculture font l'objet d'intenses polémiques au
sein de l'Organisation mondiale du commerce
(OMC). Ces questions se posent aujourd'hui avec
une acuité renouvelée du fait de l'évolution du
contexte international, des réformes des politiques
nationales, de la persistance des problèmes
d'insécurité alimentaire et de pauvreté dans de
nombreux pays et de la perception de nouveaux
enjeux de sociétés comme le développement
durable ou la gestion des biens publics globaux.
Comment engager, dans le cadre de la
renégociation de l'Accord agricole, un dialogue qui
prenne en compte les priorités de pays ayant des
niveaux de développement différents et des
préoccupations nationales diverses ? Comment
éviter de renforcer la suspicion des pays en
développement vis-à-vis des politiques agricoles
des pays du Nord ? Faut-il intégrer dans les
négociations commerciales des critères autres que
les seuls critères d'efficacité et de moindre
distorsion ? Comment répondre à des objectifs
nationaux qui débordent le strict registre
commercial tout en jouant le jeu de la coopération
multilatérale ? disponible à :

http://www.solagral.org/publications/actes/agri_com_2002.htm

SOLAGRAL, Pour une préparation efficace des
pays ACP aux négociations commerciales
agricoles, Octobre-Novembre 2002. Pour lire la
synthèse du forum :

http://www.solagral.org/cooperation_solidarite/cotonou/cta_0902/index.htm

En Anglais :

James Mathis, **REGIONAL TRADE
AGREEMENTS IN THE GATT/WTO:
ARTICLE XXIV AND THE INTERNAL
TRADE REQUIREMENT, TMC**, Asser
Press, 2002.

<http://www.asserpress.nl/cata/mathis/fra.htm>

Journal of environmental economics management:
**LONG-TERM SUSTAINABILITY BETWEEN
ENVIRONMENTAL AND MAN-MADE
GOOD**, n°44, (2, 2002): 329- 345. By Reyer
Gerlagh B. C. C. van der Zwaan.

Retrouvez les archives de *PASSERELLES, SYNTHÈSE MENSUELLE SUR LE COMMERCE ET LE DÉVELOPPEMENT DURABLE* sur le site Internet d'ICTSD (http://www.ictsd.org/pass_synthese/index.htm)

PASSERELLES, SYNTHÈSE MENSUELLE SUR LE COMMERCE ET LE DÉVELOPPEMENT DURABLE © est produit par ICTSD et ENDA Tiers Monde. Responsable de publication : Taoufik Ben Abdallah (ENDA) et Christophe Bellmann (ICTSD) Rédaction : **Cheikh Tidiane DIEYE** et **El Hadji Abdourahmane DIOUF**

Merci de faire circuler et de diffuser largement ce bulletin dans vos propres réseaux. Des extraits de cette publication peuvent être utilisés dans un but non lucratif à condition d'en citer l'origine.

Cette publication est produite grâce au soutien financier de la Direction du Développement et de la Coopération suisse (DDC)